



L'ENCLAVE DE KALININGRAD

***Un enjeu essentiel dans les relations entre
la Russie et l'Union européenne***

***Mémoire de géopolitique
du lieutenant - colonel STIPO SEMREN
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique de la Russie »***

***Directeur : Melle Isabelle FACON
Fondation pour la Recherche Stratégique***

Mars 2004

*L'enclave de KALININGRAD: un enjeu essentiel dans les relations
entre la Russie et l'Union européenne.*

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

SITUATION GEOGRAPHIQUE

HISTOIRE

LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE

KALININGRAD ET LA RUSSIE

KALININGRAD AUJOURD'HUI

DEUXIEME PARTIE

LE RÔLE DES ACTEURS EXTERIEURS FACE A L'ENCLAVE

KALININGRAD ET L'UE VERS LA STABILITE REGIONALE

CONCLUSION

ANEXES

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Après 1991 les Etats baltiques ont eu l'occasion d'entamer de nouvelles relations. La région Baltique est complexe, puisqu'elle comprend des Etats membres de l'OTAN, qui appartiennent ou non à l'UE ; certains pays de l'UE, qui appartiennent ou non à l'OTAN ; des pays neutres traditionnels ; et des ex-Républiques soviétiques.

Dans cette zone se trouve l'enclave de Kaliningrad, une partie de la Russie dans la Baltique, séparée géographiquement de celle-ci, et qui constitue un territoire particulier appelé à être entouré par l'Union Européenne (UE) après l'élargissement qui devrait avoir lieu le 1^{er} mai 2004.

Au mois de juin 2002, à Bruxelles, Vladimir Poutine déclarait fermement : « L'avenir de nos relations avec l'Union européenne dépendra de la façon dont sera assuré le transit des personnes et des marchandises » de l' « Oblast » de Kaliningrad vers la Biélorussie, membre de la Communauté des Etats indépendants où les Russes peuvent circuler librement.

Cet « Oblast » d'outre-terre de la Fédération de Russie est séparé du reste du territoire de la Russie par le territoire de la Pologne et de la Lituanie, depuis 1991 et la disparition de l'URSS. Il présente ainsi la particularité d'être séparé par deux nouveaux Etats indépendants, et de rester le seul port russe réellement libre des glaces en permanence.

Kaliningrad était une base navale d'une très grande importance pour l'armée soviétique qui y avait installé environ 200.000 hommes et des missiles nucléaires.

Enfin, par la ressemblance de ses contours et par sa situation, cette « exclave » présente de nombreuses similitudes avec l'ancienne Prusse orientale. Séparée de la mère patrie, cette dernière fournit l'un des prétextes déclencheurs du second conflit mondial.

Le titre du mémoire : « L'Enclave de Kaliningrad : Un enjeu essentiel dans les relations entre la Russie et l'Union européenne » semble ainsi tout à fait pertinent.

Ainsi, différentes questions se posent :

Pourquoi cette importance, quelle est la valeur, la particularité géopolitique et quel sera l'avenir de Kaliningrad après l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN ?

Pour mieux répondre à ces question il est nécessaire de connaître ses caractéristiques géographiques, l'histoire de la région, l'actualité, ses problèmes économiques, son statut, les forces militaires présentes, son environnement géopolitique ainsi que ses liens avec le pouvoir central.

Mais surtout, la réponse à la question centrale du mémoire nécessite une analyse approfondie du jeu des acteurs extérieurs vis-à-vis de Kaliningrad, notamment l'OTAN et l'Union européenne.

SITUATION GEOGRAPHIQUE

Quelques chiffres sont indispensables pour bien comprendre les données essentielles concernant l'«Oblast». Kaliningrad, région de 15.100 km² est située au sud-est de la Baltique, représente 0,1% territoire de la Russie. Sa surface représente environ comme la Corse ou la moitié de la Belgique. Au Nord et à l'Est, l'«Oblast» est bordé sur 200 km par la Lituanie. L'«Oblast» est séparé de la Lituanie du cours inférieur du Niémen, sur lequel se situe la ville de Sovetsk . Ce tracé de frontière résulte du traité frontalier signé entre Kaliningrad et la Lituanie en 1997. A l'Ouest est bordée par deux cordons littoraux qui délimitent deux grandes lagunes ouvertes sur la mer par d'étroits passages. Au Sud, la frontière avec la Pologne est une ligne Est-Ouest de 210 km. Deux villes se situent sur cette limite: Bagratoniovsk et Mamonovo.. Elle donne sur la Baltique à Baltiisk et reçoit le fleuve Pregolia au Nord-Est, non loin de Kaliningrad. Ces deux étendues d'eau sont peu profondes (moins de 6 m). Cette région de faible altitude (242 m maximum) présente un paysage de pinèdes et d'étangs, de tourbières et de dunes.

Sa partie littorale ne mesure que 140 km de long. D'une largeur Est-Ouest maximum de 195 km et Nord-Sud de 110 km.

La ville de Kaliningrad n'est séparée des frontières polonaises et lituaniennes que de 35 et 70 km, et n'est qu'à 340 km de Varsovie, environ 500 km de Minsk en Biélorussie, et 530 km de Berlin. Ces éléments éclaircissent les perceptions géographiques et géopolitiques des habitants de l'enclave, comme du pouvoir russe.

La ville de Kaliningrad est à plus de 1000 km de Moscou et l'«Oblast» est séparé d'au moins 360 km du corps de la Fédération. Enfin, moins de 100 km isolent l'enclave du Bélarus.

La navigation dans les détroits de la Mer Baltique qui séparent la péninsule danoise de la Suède est difficile. Le phénomène de gel est une contrainte supplémentaire posée à la navigation dans ces eaux. Kaliningrad dispose du seul port naturellement libre de glaces toute l'année qui appartienne à la Russie.

HISTOIRE

Quand on parle de l'histoire de Kaliningrad on doit parler de ses origines: L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701), de la Prusse (1701-1871), les Reich (1871-1945) et l'URSS.

L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701)

Au XI^{ème} siècle, les Teutoniques sont solidement implantés sur les rives de la Pregel où ils fondent une forteresse nommée Königsberg en 1255. La région fut administrée par l'ordre de manière quasi autonome jusqu'en 1466. Si à partir de cette date, Königsberg était vassale de la Pologne, la culture germanique régnait dans cet îlot et se maintiendra jusqu'en 1946.

En parallèle à son statut de place teutonique, la ville était devenue membre de la Hanse dès 1340. A son apogée, la Hanse comptait près de 200 villes et s'étendait de Bergen à Bruges et de Londres à Narva. Elle imposait son monopole économique et commercial sur tout l'espace baltique. Mais les grandes découvertes et le déplacement des pôles commerciaux vers le sud-ouest amorcèrent le déclin de la Hanse qui fut achevé par la guerre de Trente Ans.

La Prusse (1701-1871)

L'événement marquant du début de l'ère prussienne fut le couronnement à Königsberg du premier roi de Prusse, Frédéric I, reconnu «Roi de Prusse» par l'Empereur en Janvier 1701. Une période faste s'ensuivit alors, tant sur le plan culturel, Emmanuel Kant naquit et enseigna à Königsberg, que sur le plan économique et administratif avec un développement sans précédent du centralisme orchestré depuis Postdam par Frédéric II. Cependant, durant la guerre de Sept Ans (1756-1763), Frédéric II dut abandonner la Prusse Orientale à la Russie de la tsarine Elisabeth de 1758 à 1762. Ce fut la première période russe de Königsberg et les Russes la garderont en mémoire. Le territoire fut rétrocédé à la mort de la tsarine en 1762. La perte de la Prusse orientale pendant quatre ans fut néanmoins compensée dès 1772 par le démantèlement de la Pologne, qui permit pour la première fois la réunion de tous les Prussiens dans un territoire d'un seul tenant.

Les Reich

L'Allemagne connut un développement industriel et économique remarquable à la fin du XIX^{ème} siècle. Le commerce entre le monde germanique et le monde russe est alors la base de la prospérité de la cité de Königsberg qui devient une place forte.

Par le traité de Versailles de 1919, la Prusse Orientale était de nouveau coupée de l'Allemagne. Les Alliés rétablissaient «l'îlot» de Prusse Orientale en laissant subsister une grande

Prusse allemande. L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et ses prétentions expansionnistes allaient précipiter Königsberg et toute l'Europe dans le chaos.

Les opérations de la Seconde Guerre mondiale vont à nouveau révéler le rôle stratégique important de la mer Baltique dans l'esprit allemand en particulier, mais la guerre ne toucha Königsberg qu'au 27 août 1944, avec un bombardement de la Royal Air Force. En septembre, 250.000 Soviétiques atteignirent la frontière. L'offensive débuta le mois de janvier 1945. Hitler avait décidé que Königsberg ne serait pas évacuée, alors siège, rationnement, assauts et combats de rue, exactions, pillages et viols, exécutions sommaires furent lot quotidien, atteignant un paroxysme en 1945. Après la guerre, on estimera le nombre de morts en Prusse orientale à 489.400.

De Königsberg à Kaliningrad

En avril 1946, est constituée l'enclave de Königsberg, la plus petite entité de l'URSS. En juillet 1946, la ville et sa région changent de nom pour Kaliningrad en hommage à Mikhaïl Kalinine, mort en 1946, membre du Parti communiste et président du Soviet Suprême de 1936-1946. C'est à ce moment-là que commence la dégermanisation qui va durer jusqu'aux années 1970.

Staline obtenait ainsi une plate-forme aéronavale sur la Baltique et un point de surveillance sur les membres du bloc soviétique jugés turbulents (Pologne et les pays baltes).

Des colons russes et ukrainiens sont envoyés par Staline dès la fin de la guerre. C'est au mois d'octobre de 1947 que le transfert de tous les Allemands résidant dans le nord de l'ancienne Prusse Orientale vers la RDA est décidé. Kaliningrad est évacuée et repeuplée aux deux tiers par des Russes et, pour le reste, par des représentants d'autres Etats de l'URSS.

Dans les années de l'après-guerre, et jusqu'aux évènements de Pologne aux début des années 1980, la rive sud de la Baltique se caractérise par sa stabilité. Kaliningrad a alors essentiellement une vocation militaire. Elle abrite de nombreuses bases militaires. C'était d'ailleurs l'une des nombreuses zones interdites de l'URSS.

Depuis l'éclatement de l'URSS, Kaliningrad est devenue l'une des 49 régions de la Russie qui compte, en outre, 21 républiques, 6 territoires, 10 districts autonomes, une région autonome et 2 villes d'importance fédérale, Moscou et St Petersburg. L'autonomie régionale demeure en fait largement limitée : Kaliningrad reste une région «sujet de la Fédération de Russie» et est encore très étroitement soumise au pouvoir central de Moscou, mais elle dispose d'un statut spécial.

Cette «île» est désormais coupée du corps de la Russie par la Lituanie, la Lettonie, la Biélorussie et la Pologne. Les fondements qui constituaient sa puissance, c'est-à-dire son statut de

quartier général de la Flotte de la Baltique et de sentinelle occidentale de l'URSS, se révèlent un handicap politique dans les relations avec ses voisins.

LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE

Jusqu'en 1991 Kaliningrad s'est presque exclusivement développée suivant les besoins militaires de l'«Oblast». Elle abrite de nombreuses bases militaires, et elle est le siège de la flotte de Baltique. Avec l'éclatement du Pacte de Varsovie, et le retrait des troupes russes de l'Europe Centrale le dispositif militaire a fortement évolué.

Aujourd'hui, après une forte diminution des effectifs au cours des années 1990, malgré la déclaration du gouvernement russe d'y avoir entre 150.000 et 215.000 hommes. Les estimations de l'OSCE annoncent la présence de 54.000 hommes en poste dans l'Oblast dont 15.000 paramilitaires et certains observateurs occidentaux estiment même que l'effectif opérationnel se situerait entre 20.000 et 40.000. Si les forces sont réparties entre les trois armées (19.000 marins, 7.000 aviateurs et 12.000 soldats), ils sont désormais regroupés sous un commandement opérationnel interarmées assumé par l'amiral commandant la flotte de la Baltique (Kaliningrad est le siège du quartier général de celle-ci depuis 1956). Cette nouvelle organisation est une conséquence de la restructuration récente (2000) des forces armées russes avec l'apparition de sept grandes régions militaires, créés par le Poutine, et de zones spéciales de défense dont l'Oblast fait partie.

Dernières informations estiment que à Kaliningrad a que 10.000 militaires.

Ce chiffre peut sembler exagérément bas mais, il convient de prendre en compte les deux étapes de la réforme profonde des forces armées russes engagée entre 1997 et 2005. La première étape annoncée correspond à une réduction des forces armées à 1,2 millions en janvier 1999, soit une diminution de plus de 600.000 hommes. Le Ministre de la Défense a spécifiquement ajouté que « (...) des diminutions sensibles sont prévues dans l'«Oblast» de Kaliningrad, le district militaire de Leningrad et parmi les flottes du Nord et de la Baltique». Sans naïveté et malgré les difficultés rencontrées, notamment financières, dans la réalisation de ce programme, la tendance globale est donc bien à une forte diminution.

La composante structurelle de la réforme, c'est à dire la création du District spécial de Kaliningrad, est caractéristique des préoccupations russes. La direction relève du commandement de la Flotte de la Baltique, les forces terrestres, qui sont basées à Kaliningrad, lui sont subordonnées.

Cette organisation territoriale est une première et précède la création d'un seul groupe de forces appelé à appuyer l'action de la flotte sur mer, dans les airs et sur terre.

Dans le système militaire russe actuel, l'armée de terre est la « grande perdante », mais il faut dire qu'elle était avant la « grande gagnante ». A Kaliningrad en particulier, les effectifs opérationnels présents sont en régression globale. Outre la subordination à la Flotte de la Baltique dans cette nouvelle réorganisation territoriale, l'armée de terre a perdu un nombre conséquent d'unités, soit par suppression pure et simple, soit par réduction de taille.

De port d'ancrage de la Flotte soviétique de la mer Baltique, Kaliningrad s'est ainsi transformée en Zone de Défense Spéciale et reste un élément essentiel de la présence militaire russe dans l'espace Baltique. La Zone de Défense Spéciale a été placée sous le commandement du chef de la Flotte de la Baltique, ce qui indique que le rôle militaire principal de Kaliningrad consiste désormais à demeurer une base navale, à savoir une fonction qui pose a priori moins de problème pour les pays voisins que celle de forteresse pour les forces terrestres, ou celle de site de lancement de missiles et d'entretien pour avions long-courrier. La prédominance du volet naval est clairement marquée. L'évolution du nombre des unités en mer caractérise bien la situation de la Flotte de la Baltique par comparaison avec celle des forces terrestres.

Les forces navales ont ainsi gardé une importance remarquable par rapport à la diminution drastique générale des effectifs des forces armées russes. Cela tient de plusieurs facteurs :

Kaliningrad a été le Quartier Général de la Flotte de la Baltique. L'avantage offert par l'accès permanent à la mer du port de Baltiysk (ex-Pillau) fait comprendre l'évidente concentration de forces navales dans l'enclave, par préférence à Saint Pétersbourg ou Kronstadt, livrés au glace 4 mois par an au minimum.

Une part importante des unités de l'ex-Flotte de la mer Noire doit être rapatriée sur Kaliningrad. Ce mouvement de bascule des forces navales est symptomatique de l'attitude des Russes face au traité FCE. Les modifications apportées au document initial ont été approuvées par les Etats Parties. Cette modification autorise la Russie à déployer dans la région plus de forces qu'initialement prévu. Le gouvernement russe estimait en effet que les conditions initiales du FCE ne lui permettaient pas de conserver suffisamment de forces en réserve sur le théâtre centre et sud européen.

Le maintien de ces forces armées dans l' «Oblast» semble traduire plus profondément cette peur qu'a toujours eue Moscou de voir détruite son emprise sur ce morceau de terre arraché à

l'Allemagne vaincue en 1945. Sans entrer dans le détail des unités et matériels stationnés dans l' «Oblast», il est intéressant de souligner trois points :

- Depuis la désactivation et la rétrocession à l'Estonie, en 1996, de la base sous-marine de Paldiski, il n'y aurait plus de forces nucléaires russes stationnées en Baltique,
- Jusqu'en 1999, date de son démantèlement, la surveillance et le contrôle du trafic aérien au-dessus de l'Oblast et de la zone attenante étaient effectués, par des opérateurs militaires russes, depuis le centre de détection radar de Skrunda en Lettonie. Cette tâche est maintenant assurée depuis une station située à Baranovitchi en Biélorussie suite à un accord bilatéral militaire entre ce pays et la Fédération de Russie.
- Le problème du transit du matériel militaire et des troupes via la Lituanie reste un sujet sensible entre Moscou et Vilnius, qui sera accentué après l'entrée de ce pays à l'UE et à l'OTAN.

On doit également souligner que l'évolution de la garnison de Kaliningrad a été dictée plus par des motifs économiques et politiques que par des raisons militaires.

Toutefois, face aux forces en présence dans le voisinage immédiat de l' «Oblast», le potentiel militaire présent reste imposant. La flotte reste un outil dont la puissance est sans commune mesure avec les menaces qu'elle peut rencontrer dans la mer fermée qu'est la Baltique. Aussi, de nombreux observateurs replacent ces forces dans le contexte de la stratégie générale militaire russe et de ses relations avec l'Otan. Cette même caractéristique n'est pas sans préoccuper les voisins de l'enclave russe. Cette dimension contribue indirectement à des problèmes que pose l'intégration de l'enclave dans la région et sa transformation en zone pilote dans les relations UE – Russie. De plus, le statut et la situation économique de Kaliningrad sont des éléments qui ont une très grande importance dans ses relations avec l'Union européenne et ses pays membres.

KALININGRAD ET LA RUSSIE

Kaliningrad dans le concept de défense russe

Les autorités politiques et militaires russes reconnaissent que la réduction du format des forces armées et de celles du ministère de l'Intérieur entamée doit être poursuivie pour atteindre un niveau de «suffisance raisonnable». Bien que celui-ci donne lieu à de très variables interprétations, il devra être en cohérence avec les choix politico-militaires du pouvoir central. Un rappel du nouveau concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie est ici nécessaire. Ce document met en exergue les fonctions stratégiques suivantes :

- protection de l'intégrité territoriale (la dissuasion et si besoin l'usage de l'arme nucléaire, même face à une agression conventionnelle, quand les autres options auront été épuisées),
- protection des minorités russes à l'extérieur qui représentent 25 millions d'habitants des population de ex-URSS,
- participation aux organisations internationales, renforcement de celles-ci, notamment l'ONU,
- maintien de l'équilibre stratégique avec les autres puissances en particulier les Etats-Unis,
- respect des traités internationaux, en particulier START II, FCE et ABM.

Le premier point figure dans la plupart des doctrines de défense mais le recours à l'arme nucléaire hors dissuasion stratégique est une particularité russe dans la situation géopolitique actuelle. Si la Russie proclame haut et fort la dénucléarisation de l'espace baltique, il lui serait aisé de déployer des armes tactiques sur les bâtiments de la flotte basés à Kaliningrad. Le second item prend beaucoup d'importance, replacé dans le contexte des relations entre Russie, Lettonie et Estonie. Le troisième peut expliquer le maintien d'un arsenal développé dans l'Oblast bien que des réductions sensibles aient été effectuées en accord avec le traité FCE dont le respect fait l'objet du quatrième point.

Le statut juridique de Kaliningrad

Depuis l'éclatement de l'URSS, la région de Kaliningrad dispose d'un statut dont les principales caractéristiques en droit russe sont les suivants :

- cette région se situe à l'échelon le plus élevé des administrations locales au même titre que les républiques.
- le président russe a le droit de nommer et de destituer les gouverneurs de l' «Oblast».
- le président russe dispose de «représentants du président» dans les régions, chargés d'une mission générale d'information et de contrôle.

Des relations pendulaires avec la mère patrie

Les relations entre la Russie et l'«Oblast» sont ambiguës et passionnelles. Du «chouchou» des militaires au paria des économistes tous les qualificatifs ont été employés pour caractériser l'aspect unique de l'enclave. Dans le domaine économique, il est évident que la politique centrale manque de cohérence.

La balance commerciale de l'«Oblast» et sa gestion, nous montrent que les résultats obtenus par la création de la ZEF n'ont pas atteint les objectifs fixés. Le commerce extérieur avec les pays voisins, Pologne, Lituanie et Allemagne principalement, est presque aussi important que celui avec la Russie. Il apparaît que l'«Oblast» n'est ni adapté à son environnement étranger ni au nouveau marché russe. Ceci est une des conséquences de l'inconstance de la politique centrale tant au niveau législatif qu'exécutif. Le pouvoir moscovite et ses émanations locales ont beaucoup de difficultés à instaurer la confiance indispensable pour créer une dynamique d'attrait des investisseurs étrangers et russes. De plus, la politique douanière, fondement du statut de ZEF, est un perpétuel balancement entre une libéralisation totale réclamée par l'administration locale, qui génère plus d'importations de biens que d'investissements étrangers, et un rétablissement des taxes (TVA en particulier) souvent souhaité par le gouvernement central et la Douma. Une telle décision isolerait encore plus l'«Oblast» sur le plan commercial.

De même, les décisions du ministère de la Défense concernant les restructurations de l'outil militaro-industriel, pour autant nécessaires qu'elles soient économiquement et stratégiquement, ont été mal ressenties par une population élevée dans le dogme de l'immutabilité d'une assistance économique et sociale apportée par la toute puissante armée rouge. Par l'accessibilité de références de comparaison voisines, Pologne et Lituanie, ces diverses tendances macro-économiques introduisent un sentiment d'être «laissé pour compte» au sein d'une population qui jalouse la dynamique de réussite qui semble habiter ces pays. Cela se traduit bien évidemment dans les relations politiques entretenues avec Moscou.

La nouvelle donne politique

Vladimir Poutine a été élu en mars 2000, par majorité à Kaliningrad. Il semble qu'il jouisse d'un capital de confiance élevé dans le département. Son épouse est d'ailleurs originaire de Kaliningrad. Ce score élevé traduit peut-être un renouveau entre les relations de l'enclave avec la capitale déjà « encourage » par l'identité du gouverneur de l'enclave.

Le 19 novembre 2000, amiral Vladimir Egorov a été élu gouverneur du département, il commandait la Flotte de la Baltique depuis 1991. Egorov est un fidèle de Poutine et un «spécialiste» de la région. L'accession au poste de gouverneur de Vladimir Egorov peut être synonyme contribuer à une rationalisation de la politique centrale vis-à-vis de l'enclave. Cette optimisation pourrait en particulier se traduire dans une distribution cohérente des crédits promis pour l'industrie de défense, s'ils sont concrétisés, et dans l'adoption de régulations plus transparentes, probablement plus strictes, dans les domaines du fisc, de la banque, de l'immobilier et des assurances. En effet, les

lacunes constatées dans ces secteurs sont autant de freins au développement économique de l'Oblast car elles induisent un manque de confiance très préjudiciable. Si les initiatives doivent venir de l'Oblast, celui-ci doit être appuyé dans sa démarche par un soutien constant de Moscou. La nouvelle donne politique pourrait constituer un marche pied solide vers un décollage, mais ne peut être suffisante sans la prise en compte du voisinage proche et lointain de cette partie de la Russie.

KALININGRAD AUJOURD'HUI

Une économie convalescente

La situation économique et sociale générale à Kaliningrad est très mauvaise et celle de la Russie n'a fait qu'aggraver les choses. Le revenu par habitant représente 83% seulement de la moyenne fédérale, alors que le coût de la vie est pratiquement le même. Le taux de chômage avoisine encore les 25% de la population active. L'économie parallèle et le travail non déclaré assurant près de 40% du PIB de l'Oblast. Près de 30% de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Comme toute la Russie, Kaliningrad a subi les conséquences de la grave crise financière et économique de l'été 1998.

Comme on l'a souligné depuis 1946, l'URSS a imposé à l'Oblast le système socialiste et une fonction militaire d'avant-poste à son extrémité occidentale. Le développement économique en a été fortement handicapé, tant par les défauts intrinsèques du fonctionnement soviétique que par la création d'une dépendance de la population à l'outil militaro-industriel. La part de la population qui vit en relation avec la défense approche encore les 30% malgré les annonces de reconversion émises par le gouvernement central.

La dégradation d'une situation économique déjà fragile s'est accélérée depuis le début des années 1990. Les quarante-cinq années de gestion socialiste et collectiviste ont dévasté certains secteurs et la remise à niveau, même par rapport au reste de la Russie, est une tâche difficile. L'agriculture a été fortement négligée, la surface cultivable est de 15% inférieure à celle d'avant-guerre. Kaliningrad, qui avait été le grenier de la Baltique, ne peut même plus satisfaire ses propres besoins alimentaires. Ainsi, la région s'est hissée dans les 30% de tête du triste palmarès des espaces agricoles russes les plus dégradés.

L'industrie légère et la production de biens de consommation n'ayant jamais été développées, elles partent avec un fort retard de productivité et de compétitivité avec les voisins les

plus proches. L'Oblast est dépendant à 80% des importations dans ce domaine et l'afflux de produits étrangers a conduit à une récession locale.

Les transports et l'industrie lourde n'ont pas suivi une évolution qui aurait pu leur permettre d'affronter le passage à une économie de marché. La reconversion promise de l'industrie de l'armement n'a été que parcellaire. L'économie de l'Oblast reste encore fortement handicapée par un réseau de transport terrestre qui est resté proche de la configuration stratégique de la guerre froide. Les liaisons privilégiées sont toujours dirigées vers l'Est (Biélorus et Russie) et le Nord (pays Baltes puis Russie) alors que celles vers le Sud et l'Ouest (Pologne et Allemagne) qui pourraient s'ouvrir vers un espace commercialement fructueux offrent trop peu de connexion avec l'Occident. Le port est toujours sous-employé (17 millions de tonnes/an de capacité pour 5 millions de tonnes/an effectives), en conséquence de choix militaires trop longtemps privilégiés.

La situation sanitaire et sociale demeure aussi préoccupante. L'Oblast détient la dernière place en Russie pour le nombre d'hôpitaux rapporté à mille habitants, les médicaments font encore l'objet du marché noir et doivent souvent être payés en devises fortes. La mortalité infantile y est élevée (20,2 pour 1.000), une recrudescence de la tuberculose y est constatée et la population présente la triste caractéristique de détenir le record de séropositivité de la Fédération. La situation est d'autant plus sensible que la plupart des infrastructures médicales et hospitalières sont concentrées à Kaliningrad, le reste du département faisant preuve d'une pauvreté inquiétante dans ce domaine.

La situation est aggravée par un développement des trafics illicites. Au milieu des années 1990, des études estiment que le taux de criminalité a été multiplié par cinq dans la région et beaucoup pensent que c'est une conséquence directe de la politique d'ouverture économique et en particulier de la création des Zones Economiques Spéciales (ZES). Du trafic d'armes, de stupéfiants, de voitures de luxe jusqu'aux matières fissiles, rien de ce qui pouvait constituer une ressource illicite juteuse n'a épargné Kaliningrad au point que la ville a pu être qualifiée de «véritable plaque tournante pour l'est de la Baltique». Dans le domaine de la lutte contre la criminalité et les trafics illicites, toutefois, de grands progrès ont été faits depuis les dernières années.

L'environnement a subi de nombreux outrages tant dans la qualité de l'air que dans celle des eaux. Plus qu'ailleurs en Russie les capacités de filtrage des produits de combustion des usines et d'épuration des eaux sont insuffisantes ou obsolètes. En particulier les rejets de dioxyde de soufre sont très importants autour des villes de Kaliningrad et Sovetsk et lorsque l'on évoque la proportion de la population vivant en milieu urbain (80%), les conséquences sanitaires peuvent faire frissonner.

Cette pollution, retombée directe de l'industrialisation lourde des années du communisme où les priorités étaient à l'équipement de l'armée rouge est l'un des nombreux héritages de cette période où Kaliningrad était «un port braqué vers l'Occident».

Enfin, le socialisme a laissé de nombreuses séquelles socio-psychologiques parmi la population qui préfère la sécurité au risque et l'égalité à l'efficacité. Cet état d'esprit a de graves conséquences dans le domaine économique où créativité et esprit d'entreprise sont primordiaux. Ce bilan sombre ne doit cependant pas occulter les chances certaines dont dispose l'«Oblast» et qui pourraient lui laisser entrevoir un avenir plus souriant (les réserves d'ambre, la reconversion de l'industrie de la défense, et le tourisme).

- Les réserves d'ambre sont estimées à 90% des stocks mondiaux, et le rythme d'exploitation, passé de 800 tonnes en 1994 à 1200 actuellement, permettrait d'espérer beaucoup de cette ressource. Elle représente une part importante de l'économie de l'«Oblast». Cependant le poids de l'économie parallèle, l'inadaptation des moyens d'extraction et de travail et l'inadéquation des bijoux aux goûts occidentaux grèvent beaucoup cette industrie.

- Le tourisme, bien qu'il repose sur de solides espoirs des habitants de l'«Oblast», ne semble pas pour l'instant attirer les flux de visiteurs et de devises espérés. Ce tourisme est de deux sortes : le tourisme de masse et de cure. Il concernait auparavant les habitants de l'intérieur de l'URSS en leur offrant dans l'enceinte des pays de l'Est un littoral pittoresque. Aujourd'hui, Kaliningrad essaye péniblement de se reconvertir en assimilant les normes européennes et en tentant d'attirer une nouvelle classe de touristes nordiques. La concurrence ancienne des pays riverains de la Baltique, l'attrait relatif peu important en comparaison de villes comme St Petersburg, Stockholm et les sites suédois, Helsinki et l'effort touristique intense de la Finlande, rendent peu crédible le développement recherché. Seuls les prix incomparablement compétitifs de la région et l'engouement pour le climat estival de cette cote peuvent faire espérer le maintien du flux annuel, qui se situe actuellement aux alentours de 50.000 touristes étrangers, principalement allemands et polonais. Cet afflux de devises restera de toute manière seulement un appoint, à moins d'y consacrer des moyens significatifs.

- La reconversion du secteur de l'industrie de défense. Il restait en 1997 sept entreprises qui dépendaient du ministère de la Défense lors du lancement du programme de reconversion, en 1992. En 1992, les commandes d'Etat ont été brusquement suspendues sans aucun préavis et ont mis à la fois les entreprises face à une menace de banqueroute et les travailleurs face au risque de chômage. C'est à la fin 1992 qu'un programme de reconversion régional a été adopté. Le coût total était évalué

à 2,5 millions de dollars. Malheureusement, ce programme n'a jamais vu le jour. Les moyens ont bien sûr fait défaut, mais la raison profonde est plus encore à rechercher dans l'impossible objectif fixé. Une telle conversion est en effet très difficile à mener dans une économie de marché stabilisée, elle est totalement impossible à mener sans moyens. L'échec a été également conséquence de l'absence de mécanismes et d'institutions pour encadrer ce programme de conversion, la lourdeur du fonctionnement des entreprises concernées, l'importance des taxes de privatisation, un coût social important, et l'absence d'expérience de l'économie de marché et de compétences des dirigeants et des responsables impliqués.

Après l'échec de ce premier plan et la chute dramatique de la production de ces usines, un deuxième plan a été lancé en 1995, baptisé «Kaliningrad 2000». Le plan est divisé en trois différentes stratégies: production d'artefacts à usage civil similaires aux artefacts militaires, changement radical du type de produit fabriqué, après étude d'un marché déterminé et exploitation de la haute technologie pour pénétrer les marchés étrangers.

Cependant les lourdeurs du système soviétique sont loin d'avoir disparu. L'absence quasi totale d'aide du pouvoir central russe et la méfiance des étrangers à investir dans un territoire qui n'offre aucune garantie sérieuse ne font que miner les perspectives de empêcher cette reconversion nécessaire.

LE RÔLE DES ACTEURS EXTERIEURS FACE A L'ENCLAVE

Les multiples acteurs étatiques de la zone ont des intérêts complexes, entremêlés et qui obéissent à des logiques indépendantes. La sécurité économique et militaire que la Russie et tous les pays souhaitent dans la zone, nécessite une coopération pour le développement de toute la région, et pour laquelle Kaliningrad a un rôle important.

La Russie

L'effondrement de l'URSS et l'indépendance des Etats Baltes ont entraîné un isolement de la région de Kaliningrad. Cette région fait face à des nombreuses crises de transition et peine à trouver sa trajectoire d'insertion dans l'espace Baltique. Le grand risque est d'avoir une région russe en crise dans un espace qui prospère.

Concernant le développement économique, les gouverneurs de la Russie et de Kaliningrad essayent de mettre en place depuis quelques années certaines mesures pour permettre une

amélioration globale dans la région. Mais, tout n'était pas encore pour le mieux malgré les nombreux progrès accomplis. Les objectifs visés par le développement actuel sont : l'accroissement du niveau de vie global de la population en créant de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois et en augmentant les salaires, l'introduction de techniques agricoles et industrielles évoluées, l'investissement et la création d'entreprises conjointement avec des pays et des structures étrangères. Les quatre axes de développement suivant ont ainsi été étudiés et semblent les plus prometteurs : industries de transformation, activités portuaires et de pêche avec les industries de conditionnement et de transport associées, industries du bâtiment et enfin l'introduction de techniques et de procédés évolués dans les processus industriels. Tout cela n'est envisagé qu'avec la coopération des Etats de la mouvance baltique et des grands organismes européens.

S'incluant dans une démarche plus vaste menée par le gouvernement russe, cette politique d'ouverture économique fait l'objet d'une activité de communication particulièrement intense. Pour encourager l'activité économique et l'investissement étranger, la Russie a créé, comme on l'a dit, une Zone Economique Spéciale qui se traduit par les conséquences suivantes :

- tous les biens produits dans l'Oblast et exportés sont exemptés de frais de douane. Les biens sont considérés comme produits locaux si la valeur ajoutée est supérieure à 30%, sauf pour l'électronique et certains biens de haute technologie pour lesquels la valeur ajoutée minimum est établie à 15%,
- les biens importés vers la Zone Economique Spéciale sont exemptés de droit de douanes,
- les biens produits dans l'Oblast et exportés vers la Russie sont exemptés de droits de douane.
- les investisseurs étrangers qui dégagent des bénéfices ont le droit de les rapatrier chez eux dans leur monnaie.

Cependant, l'efficacité de la ZES reste incertaine. Faute de soutien par les autorités et d'informations concernant une éventuelle incompatibilité avec les règles de l'OMC, l'intérêt de la ZES a été limité.

D'autres aspects qui préoccupent les autorités russes sont le développement de la ville de Kaliningrad et de son port et le passage de frontières

Les frontières de la Pologne et de la Lituanie avec Kaliningrad deviendront, après l'adhésion en 2004, les frontières extérieures communes de l'Union et les deux pays ont l'intention d'introduire, à partir de 2004, un système de visa obligatoire, acuis de Schengen, pour les Russes. Pour l'enclave cela représenterait un grand manque à gagner.

Les connexions terrestres et aériennes entre Kaliningrad et le restant de la Russie reste un aspect délicat. Tout le transit ferroviaire et l'approvisionnement en énergie de l'enclave passe par le territoire de la Lituanie.

Enfin, le président Poutine, ainsi que plusieurs de ses ministres, ont clairement affirmé que de bonnes relations avec l'UE étaient une des priorités de la Russie d'aujourd'hui. Dans le document sur la «Stratégie du développement des relations entre la Fédération de Russie et l'Union européenne» qu'il avait présenté au sommet d'Helsinki en octobre 1999, alors qu'il n'était encore que Premier ministre, Vladimir Poutine proposait un rôle de région pilote à l'Oblast dans le cadre d'une coopération renforcée. Kaliningrad pourrait en effet avoir une place privilégiée dans l'essor des échanges entre l'UE et la Russie.

Dans le domaine de la sécurité militaire, la Russie refuse l'élargissement de l'OTAN, et l'adhésion des Pays baltes notamment est considérée comme une très grave faute géopolitique de l'après-Guerre froide. La Russie déclare être profondément convaincue que la voie de la paix réside dans la création d'un mécanisme ou d'un instrument de sécurité commune et universelle pour l'Europe.

La Russie a tout intérêt à favoriser la paix et la stabilité de cette région. Dans la mesure où elle n'a plus les moyens militaires pour imposer sa paix régionale et qu'elle se sent menacée par l'élargissement de l'OTAN, elle propose des mesures de confiance et de sécurité. Cette action se développe notamment auprès des Etats baltes et principalement avec l'OSCE.

Les relations entre Kaliningrad et les Etats Baltes

Neuf ans après que les Etats baltes aient recouvré leur indépendance, il n'est pas possible de dire que le fonctionnement inter baltique soit optimal. Riga et surtout Tallinn ne veulent pas d'une trop grande prééminence de la Lituanie. Cette méfiance voire cette irritation gêne la coordination des efforts des trois pays les réduisant chacun à demeurer un petit pion sur l'échiquier géopolitique régional.

La création de la plus grande région européenne, l'Euro-région «Baltica», est un bon exemple de coopération multilatérale. Créée le 23 février 1998, cette structure regroupe la Pologne, la Lituanie, l'Estonie, le Danemark, la Russie, la Suède et Kaliningrad. Le but principal de la création d'une Euro-région est l'organisation et la planification d'activités pour le développement économique et social de l'un de ses membres. Suivant l'opinion lituanienne, cette entité peut être

utilisée comme organisation «parapluie» pour rechercher le support financier de l'UE, en prenant en considération le fait que deux de ses membres font déjà partie de l'UE et trois en feront effectivement partie dans quelques mois. Il est évidemment que l'appartenance à cette entité régionale facilitera l'attribution de crédits européens et que le programme d'amélioration du réseau de transport en bénéficiera. L'UE fournit aussi dans ce cadre son appui financier pour l'amélioration des problèmes de circulation des flux transfrontaliers. Ces projets touchent la coopération agricole, industrielle, dans les transports, les communications, la protection de l'environnement, l'éducation et le tourisme.

Le problème majeur réside dans la création d'un fonds régional pour cette Eurorégion. Un tel instrument financier faciliterait la résolution des problèmes de coopération internes à la région. Cette structure est également un forum international de discussion où six pays européens ont la possibilité de discuter de leur préoccupations et de rechercher des points de convergence.

Un autre point à prendre en considération est l'orientation de la sécurité nationale, confirmée par la conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie publiée en juillet 2000, après l'élection de Vladimir Poutine à la présidence. Ce texte précis réaffirme qu'«assurer toute la protection possible des droits et des intérêts des citoyens russes et de nos compatriotes à l'étranger» est une priorité. Or, de ce point de vue, le cas de l'Estonie et de la Lettonie est éloquent. La minorité russe représente respectivement 30% et 34% pour ces deux pays.

La Lettonie et l'Estonie se sont fait «épingler» par le Conseil de l'Europe sur la question de la citoyenneté de leurs importantes minorités russes. La Lettonie en particulier s'est heurtée aux critiques formulées par l'OTAN, lui reprochant les exigences linguistiques discriminatoires qu'elle imposait aux candidats aux élections. Cette discrimination ajoutée aux problèmes de la délimitation des frontières, qui perdure entre la Russie et les pays baltes, et même entre ces trois derniers, reste un frein majeur à une normalisation harmonieuse.

Plus particulier encore est le cas de la Lituanie, acteur majeur pour l'avenir de l'Oblast. Si elle n'a pas de difficultés majeures relatives à une minorité russe (8,6%), nous ne devons pas oublier que ce pays est resté en guerre contre l'URSS de Staline jusqu'en 1952 et que près de 200.000 personnes ont payé de leur vie leur opposition à la soviétisation de leur petit pays. Cependant, elle est le seul des pays baltes qui soit parvenu à un accord de délimitation frontalière avec la Russie en 1997, même si elle est restée plus que l'Estonie ou la Lettonie sous une tutelle économique et un chantage militaire russe après la disparition de l'URSS.

La Lituanie est très tributaire de la Russie, pour le commerce et l'énergie, mais reste paradoxalement la première source alimentaire et électrique de l'Oblast, qui dépend à 90% de la production électrique de la centrale lituanienne. De plus les problèmes de transit restent aigus entre le département et la Lituanie, la connexion de l'«exclave» avec les réseaux baltiques routiers comme ferrés reste dans l'état actuel des tracés envisagés très soumise au bon vouloir de Vilnius. Il est bon de souligner que les tarifs douaniers imposés par la Lituanie sur les transits de biens sur son sol constituent une source de revenus non négligeable pour le pays. Ces taxes restent un point de friction entre Moscou et Vilnius.

Les relations avec la Pologne

Une méfiance teintée d'attentisme marque les relations entre la Pologne et le département, où si on préfère la Russie. Si la Pologne n'a aucune revendication territoriale sur Kaliningrad le projet russe de créer des couloirs «corridors» dans ce pays et en Lituanie pour faciliter le passage des russes de l'Oblast vers la «mère patrie» a suscité de fortes discordances entre le Kremlin et l'Union européenne lors de leur sommet en mai 2002. Le président polonais Kwaniewski, en visite «éclair» à Moscou en septembre 2002, déclara que la création de corridors signifierait «le retour aux temps d'avant la Deuxième Guerre Mondial», cependant si la Russie accepte l'institution de visas pour la Pologne, elle la refuse toujours pour la Lituanie.

Plus de 30% des compagnies étrangères ayant installé leur siège à Kaliningrad sont polonaises et la Pologne représente 19% de son commerce. Les dirigeants polonais, s'ils restent très «chatouilleux» sur tout mouvement, et en particulier militaire, qui pourrait affecter le statu quo entourant l'oblast, ont conscience de la position unique de leur pays, membre de l'OTAN, bientôt de l'UE, et frontalier d'une Russie affaiblie mais incontournable. Malgré ses récriminations envers les autorités russes qui feraient preuve de laxisme face aux trafics frontaliers originaires de l'enclave, la Pologne demeure donc fortement intéressée par un développement harmonieux des relations avec son grand voisin oriental. En outre, la Biélorussie de Loukachenko est davantage une source d'inquiétude pour Varsovie que l'Oblast.

Pendant la visite du président Poutine à Varsovie en janvier 2002, le président polonais a affirmé «en entrant dans l'UE, nous ne voulons pas tourner le dos à nos voisins de l'Est. L'UE comprend notre attitude».

Mais, la Pologne comme tous les pays qui intégreront l'UE cette année, doit sécuriser ses frontières. Ainsi, la Pologne qui se trouvera en première ligne devra installer un poste frontière tous les 25 km sur les 1.170 km qui la séparent de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine.

Les relations avec l'Allemagne

L'Allemagne réunifiée occupe une place incontournable en Europe centrale et orientale. Prudence est le maître mot pour qualifier le comportement de Berlin vis-à-vis de Moscou, et ses prises de position concernant l'ex-Prusse orientale sont encore plus circonspectes qu'avec les autres PECO - Pays d'Europe Centrale et Orientale. L'Allemagne reste à l'égard de Kaliningrad en position de retrait. La priorité est donnée au maintien de bonnes relations avec la Russie et la Pologne. En effet, il existe une dimension psychologique et affective entre l'Allemagne, la Russie et la terre de Königsberg / Kaliningrad. Malgré le lobbying intense d'anciens réfugiés, les choix de Berlin se sont orientés délibérément vers une intégration économique et une normalisation des rapports qui passaient par la voie de Bruxelles et de Strasbourg. La RFA ne se désintéresse nullement de l'avenir de la région mais préfère ménager les susceptibilités russes qui se manifestent dès qu'un certain expansionnisme germanique vers l'Est peut être décelé. En conséquence elle s'abstient d'encourager l'installation de population d'origine allemande émigrant de la Russie ou d'autres Etats de l'ex URSS, elle ne favorise pas de massifs investissements à Kaliningrad et ne cherche pas à développer les échanges commerciaux unilatéraux ou bilatéraux au détriment de pays tiers.

Autres États de l'UE

L'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Finlande sont de loin les Etats les plus riches de la région, ils appartiennent tous à l'UE. La Suède et la Finlande présentent toutes deux la particularité d'être membre de l'UE et de conserver un caractère non-aligné en ne prétendant pas à l'entrée dans l'OTAN. Les deux pays se distinguent par l'intérêt et les efforts qu'ils consacrent à instaurer la confiance et à développer la stabilité de l'Est de la Baltique, cet espace qui représente 80 millions d'habitants et 15% des échanges mondiaux. La Finlande et la Suède sont très actives mais l'Allemagne, la Norvège et le Danemark participent aussi aux différents projets importants affectant la région. Ainsi l'Allemagne considère que la Baltique est partie intégrante de sa zone d'intérêt économique et le Danemark, en tant que «parrain» de la Lituanie, se sent tout particulièrement concerné par la situation de l'enclave.

Le rôle de l'ONU

La politique générale de l'ONU pour la région est de laisser agir le plus possible les organisations sécuritaires régionales qui ont réussi à maintenir la stabilité.

En revanche, consciente que les différends territoriaux et les règles de circulation constituent une source importante de conflictualité et nécessitent souvent une médiation internationale, l'ONU a porté un soin particulier à l'établissement des régimes de navigation et des délimitations maritimes en mer Baltique.

Par ailleurs, les développements politiques récents - Pérestroïka, réunification allemande, réapparition des trois nouveaux Etats baltes - ont donné lieu à autant de chantiers complexes de délimitation maritime, d'autant plus sensibles que des ressources pétrolières maritimes sont suspectées au large des Etats baltes et de l'Oblast de Kaliningrad.

Pourtant on ne peut oublier que l'enclave présente une situation géostratégique essentielle pour la Russie, elle est la seule base navale libre de glace en hiver et renseignement militaire.

KALININGRAD ET L'UE - VERS LA STABILITE REGIONALE

Kaliningrad, district militaire spécial, avait été fermé aux étrangers pendant la guerre froide, des restrictions sévères ayant été également prévues à l'encontre des citoyens soviétiques jusqu'à 1991, la région est ainsi restée totalement isolée de son environnement extérieur.

En 1992, Kaliningrad est devenu une zone de libre-échange, puis en 1996 une zone économique spéciale, avec de nets avantages fiscaux et économiques. Néanmoins, la crise économique russe de 1998 eut de graves répercussions dans l'enclave, nécessitant une aide humanitaire par des pays voisins. Si la zone économique spéciale attire les investissements étrangers, le développement économique ne correspond pas aux attentes initiales des autorités locales et de la population. Les causes viennent d'un cadre juridique confus et soumis à des changements, des infrastructures défaillantes, manque de transparence, des interventions excessives de l'administration régionale, couplée à un manque de transparence, un cadre législatif présentant des contradictions entre les lois de la Fédération de Russie et celles de l'Oblast, etc. Ainsi, les statistiques officielles démontrent que le niveau de vie moyen à l'Oblast est cinq fois inférieur à celui de ses voisins polonais ou que le tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, on comprend parfaitement que la Commission européenne aie placé la questions des relations avec l'enclave parmi les priorités liées à l'élargissement à l'Est.

L'Union européenne élabore des politiques communes, notamment dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'éducation, tout en cherchant un partenariat entre les pays

baltes, la Pologne, l'enclave et Saint Pétersbourg. Mais l'UE redoute de voir s'infiltrer la mafia russe, mafia qui joue un rôle important dans l'économie de l'Oblast.

A partir du 1^{er} juillet 2003, les Russes voyageant entre Kaliningrad et la Russie, doivent donc être munis d'un «document de transit facilité » (FTD), ou d'un visa multiple. Ce système devra être revu au plus tard en 2005. Jusqu'à la fin de 2004, les passeports internes russes seront suffisants pour obtenir un FTD. Au-delà, ils devront être remplacés par des passeports internationaux.

Kaliningrad occupe une position doublement périphérique : non seulement elle est, depuis 1991, une exclave de la Fédération russe, mais elle va également devenir prochainement une enclave russe au sein de l'UE. Par ailleurs, si son principal vecteur de développement était traditionnellement militaire, son développement dépend désormais de son ouverture sur la région. Ces changements posent à la fois la question de la présence militaire russe à Kaliningrad et celle de la coopération transfrontalière avec, en particulier, l'épineux problème des visas.

Une fois l'exclave de Kaliningrad devenue enclave au sein de l'EU, les notions d'extérieur et d'intérieur perdront substantiellement de leur sens. Or, la perspective n'est pas la même selon que l'on adopte un point de vue géographique ou politique. Sur le plan géographique, Kaliningrad se trouvera, par sa position, à l'extérieur de la «grande Russie» et à l'intérieur de l'EU élargie : sur le plan politique, elle continuera à faire partie de la Russie, se situant dans ce registre à l'extérieur de l'EU.

La question est en fait de savoir si l'EU sera capable de trouver un équilibre entre sécurité intérieure et extérieure, protégeant avant tout la première sans sacrifier la seconde et, en l'occurrence, ses relations avec la Russie. Si la politique de sécurité extérieure de l'EU a pour but de contribuer à la paix, à la prospérité et à la stabilité des pays voisins qui ne rejoindront pas l'EU dans un proche avenir, la politique de sécurité intérieure consiste à amoindrir les risques liés à ses frontières, notamment par la pratique des visas. Or, l'équilibre entre ces deux politiques est encore loin d'être atteint.

L'extension de l'UE à la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie fera de Kaliningrad une enclave dans la communauté. Mais de cet encerclement pacifique peut découler une nouvelle dynamique pour le département. La Russie, dont la présence dans la région baltique est un fait historique que personne ne remet en question, considère avec intérêt les recommandations de certaines instances européennes en particulier celles chargées du programme TACIS (l'instrument de coopération et d'assistance de l'Union européenne en direction de la Russie et de l'ensemble des nouveaux Etats indépendants membres de la Communauté des Etats indépendants et de la Mongolie). Celles-ci constatent que l'intégration européenne de la Pologne et de la Lituanie créera

un «effet de croissance» qui doit être transmis à l'économie de Kaliningrad. Celui-ci ne pourra être réel que s'il ne se creuse pas un fossé entre les standards de production industrielle et agricole entre l'UE, Kaliningrad et la Russie. De plus, il ne faut pas que les transferts financiers massifs de l'Ouest vers l'Est qui vont accompagner la période de pré-adhésion isolent davantage l'Oblast.

Depuis 1991, l'UE finance divers projets à Kaliningrad, surtout dans le cadre du programme TACIS, notamment dans les secteurs de la création d'institutions, d'énergie, des transports, de la restructuration d'entreprises, de la formation à la gestion et de l'environnement. Kaliningrad a bénéficié d'une assistance TACIS de plus de 30 millions d'euros. D'autres programmes de l'UE, dans les domaines de l'environnement, des transports et de la formation, lui ont également accordé diverses aides.

Depuis 1999, l'UE et la Russie ont intensifié leur intérêt pour le sort de Kaliningrad. Le Conseil européen de Feira (Portugal), en juin 2000, a notamment dégagé trois lignes d'action essentielles pour la Dimension septentrionale : l'environnement, la lutte contre le crime organisé et Kaliningrad. La Russie a accepté que l'EU inscrive Kaliningrad sur son agenda et a elle-même proposé un éventuel «accord spécial» visant à faire de celle-ci une «région pilote» au cœur des relations UE – Russie. Si ses caractéristiques sont encore mal définies, un tel projet a pour objectif de prendre en compte les modifications stratégiques, politiques et économiques induites par l'élargissement de l'EU, mais aussi de rendre Kaliningrad éligible à certaines aides financières européennes. Cet élargissement oblige l'économie de la région à engager une transformation, qui dépend aussi de l'avenir des frontières. D'un point de vue économique, outre la question de la libre circulation des personnes, qui affecte la mobilité de la main-d'œuvre et les déplacements des hommes d'affaires russes ou étrangers ; du mouvement des biens entre l'UE et Kaliningrad dépend le second maillon de l'essor de l'enclave. Après l'élargissement, il est prévu que le transit à travers la Lituanie et la Lettonie s'effectue sans taxes douanières.

L'idée d'une meilleure intégration économique entre la Russie et Kaliningrad s'inscrit désormais dans le cadre de la réflexion globale sur la création d'un Espace économique européen commun. Il s'agit aussi, en filigrane, du côté russe, de tester les réformes d'ouverture et d'insertion économiques qui, le cas échéant, pourront être étendues au reste de la Russie.

A la différence de la plupart des régions européennes, voire russes, la transition de Kaliningrad est double. D'une part, elle doit redéfinir sa place dans un environnement russe en pleine mutation et utiliser au mieux sa position d'exclave. D'autre part, elle fait face au défi de l'élargissement de l'UE, sans être invitée à y participer. Aussi la région a-t-elle bénéficié de

l'introduction de régimes de libéralisation et d'ouverture internationale particuliers, au premier rang desquels le statut de Zone économique spéciale. Bien qu'incomplet et en contradiction avec la législation fédérale, ce statut est le premier élément structurant d'une politique de développement pour Kaliningrad. Même si, jusqu'à présent, cette mesure a surtout permis l'essor de l'économie informelle.

Afin d'éviter l'indifférence, voire les tentations d'isolement, et de favoriser l'émergence d'un cercle vertueux dans les relations entre la Russie et l'Europe, il est souhaitable de renforcer ce régime d'ouverture et d'engager des réformes globales. La volonté existe en Russie comme en Europe, l'une voyant dans l'autre un partenaire stratégique possible pour le long terme. Il paraît important que l'UE accroisse substantiellement ses aides au développement et son assistance technique en particulier pour les infrastructures économiques, mais aussi dans les domaines de l'éducation et de la formation. L'Europe devra enfin adopter une approche nettement plus flexible de la liberté de circulation des biens, en synchronisant ses politiques intérieure et extérieure.

Le fait d'imaginer un dispositif d'ancrage à l'UE de la croissance économique et des changements institutionnels russes place naturellement Kaliningrad au cœur de cette problématique et donne un relief particulier à la notion de région pilote, qui pourrait trouver dans l'UE un utile et précieux co-pilote.

En 2001 ont été mis en œuvre des nouveaux projets visant la région : deux postes frontières à Kaliningrad situés aux frontières avec la Lituanie et la Pologne. Ces points de passage se trouvent sur le réseau paneuropéen de transport. Le commerce et la circulation tant de marchandises que de personnes y seront facilités par le développement des infrastructures, la modernisation des procédures, et par la formation du personnel.

Le projet de développement du port de Kaliningrad est prévu. D'un total d'un million d'Euros, ce projet TACIS s'étale sur 18 mois. Il consiste à établir un bilan détaillé des structures existantes, des études de marché et de compétitivité régionales, des comparaisons détaillées des options possibles (port existant ou port de haute mer), enfin il proposera en fonction de ces éléments une solution en «coup complet» à mettre en œuvre de façon cohérente. Cette politique de mise aux normes plus compétitives se traduit par quelques difficultés de mise en œuvre et des mouvements sociaux importants.

L'objectif global retenu est défini de façon claire: stimuler les échanges entre le marché européen et les marchés desservis par Kaliningrad par le renforcement de la compétitivité des installations portuaires et de leur gestion. Il s'intègre aux projets régionaux en cours, le projet

PHARE de développement portuaire global de la zone, le programme INTERREG IIc de mise en cohérence du réseau d'infrastructures et le projet transfrontalier TACIS 1999 CBC (Cross Border Programme).

Le projet de gestion de déchets dans l'Oblast permettra de créer un système sûr et efficace, pour atténuer les effets sur la santé et l'environnement.

L'ouverture d'un centre d'information sur l'UE dans l'enclave russe permettra de familiariser ses habitants à l'environnement législatif européen, en consultant la base de données législatives CELEX, mais aussi de s'informer sur les projets menés par l'UE en Russie.

Enfin, de nombreux experts considèrent que l'intégration économique de la Russie à l'Europe est inévitable et souhaitable, et proposent que Kaliningrad devienne une région test, basée sur la ZEF Yantar, pour la création d'une zone commerciale de libre échange UE - Russie.

Les conséquences de l'élargissement sur Kaliningrad et sur les relations entre la Russie et l'UE

Après le 01 mai 2004, voyons quelles seront les conséquences de l'élargissement sur Kaliningrad et sur les relations entre la Russie et l'UE.

Comme on a dit, en novembre 2002 Bruxelles et Moscou se sont mis d'accord sur la mise en place d'un document de transit facilité. Il s'agit d'un visa qui ne porte pas son nom, qui est gratuit ou qui est à pris modique pour les entrées multiples, qui permet le transit entre Kaliningrad et la reste de la Russie. Cela permet à Bruxelles de contrôler les flux tout en promettant en échange de financer une étude de faisabilité pour la construction d'un TGV sans arrêt, via la Lituanie. Ainsi la Lituanie ne craint plus avec ce projet, de devenir un membre de l'espace Schengen de deuxième zone. Et Moscou, de son côté est rassuré car la mise en place de visa pouvait conduire au développement de tendances séparatistes dans la région de Kaliningrad, et éventuellement même à une instabilité. Les russes en allaient jusqu'à rappeler que c'est le corridor de Dantzig entre la Prusse Orientale et l'Allemagne qui avait conduit à la guerre en 1939. Autre sujet d'inquiétude pour l'UE, c'est l'important taux de chômage, et le faible niveau de vie comparé aux futurs membres de l'Union. Le PNB de Kaliningrad ne représente qu'1/4 de celui des Litvaniens, 1/8 de celui des Polonais, et 1/40 de même la moyenne en UE. C'est une situation qui favorise la criminalité, la contre bande trans-frontalière, les trafics de drogue, les réseaux de prostitution, les trafics d'armes,

les problèmes de santé publique avec la recrudescence du sida et de la tuberculose. Mais certains observateurs sont pourtant optimistes.

Depuis de son ouverture en 1990, la région rêve de devenir un Hong-Kong sur Baltique, par la mise en place d'une zone économique spéciale.

Kaliningrad compte sur sa situation de carrefour pour devenir un point très important du commerce russo-européen. A Kaliningrad, BMW, a installé une ligne d'assemblage pour ses voitures destinées au marché Russe. Les voisins polonais, lituaniens sont les plus actifs économiquement, tout comme ses deux voisins Baltiques, le Danemark et la Suède qui se préoccupent du devenir de l'enclave, plus particulièrement au niveau de l'environnement, la santé publique et aussi de la sécurité régionale. Et dans l'ensemble les investissements étrangers sont restés plutôt faibles.

Alors quelles sont les perspectives pour Kaliningrad?

Comment gérer cette situation qui est tout de même assez particulière?

Première option ce serait plus d'autonomie. C'est un peu ce que souhaitent les habitants de Kaliningrad, mais il y a peu de chance d'aboutissement (souveraineté), cela ferait évidemment un mauvais exemple pour les républiques de la fédération Russe.

Deuxième option, qui est négative serait que l'enclave devienne comme une sorte de double périphérie. En périphérie de la Russie, mais aussi de l'UE. Or ce n'est pas souhaitable, ce n'est pas très simple de vivre comme une île hors de la mondialisation.

Et la troisième option qui est plus optimiste serait l'effet d'entraînement que peut avoir un accord de coopération entre Moscou et Bruxelles. L'effet d'entraînement tiré par le haut par l'élargissement, par le commerce et les investissements. Cette option est la plus souhaitable, car l'isolement n'arrangerait rien, et ce n'est pas très simple de vivre petit et enfermé.

CONCLUSION

Kaliningrad représente pour la Russie un atout économique important, conjugué à une zone à l'intérêt stratégique renouvelé et politique, aussi, du point de vue des relations avec l'UE.

Du point de vue militaire, cette «place forte», malgré la diminution des moyens qui y sont déployés, reste un poids militaire régional lourd, sans comparaison régionale. Cette surmilitarisation demeure et demeurera un facteur d'insécurité régionale. L'extrême importance que l'Etat major russe attache à cet Oblast est conséquence de sa considération de poste de veille avancé dans la région baltique et du fait que l'indépendance des Etats baltes et la disparition de l'URSS ont privé la flotte de la Baltique d'anciennes bases clefs situées en Lettonie, en Lituanie et en Estonie, accentuant encore l'importance géostratégique de Kaliningrad.

Laissé pratiquement à l'abandon par le pouvoir russe, Kaliningrad a sombré dans la pauvreté et les trafics en tous genres. Les autorités russes espèrent que les aides financières et des investissements européens permettront de tirer la région de cette mauvaise situation. Kaliningrad ne doit pas être une impasse en Europe, mais un pont rapprochant la Russie et l'UE.

La situation de l'enclave est de plus très préoccupante. La désastreuse situation économique, sociale et sanitaire dans l'enclave, sans oublier la dramatique dégradation de l'écosystème de la zone balte, sont des motifs potentiels de préoccupation et ils attirent l'attention des acteurs de la zone.

Il est difficile d'être optimiste pour l'enclave de Kaliningrad si l'on considère les problèmes intérieurs (environnement, santé publique, industries en faillite, chômage, criminalité) et la concurrence avec les économies voisines très compétitives.

Kaliningrad doit engager une reconversion économique radicale dans un contexte qui ne lui est pas forcément favorable.

Néanmoins, ces dernières années, le dynamisme des petites et moyennes entreprises a permis un redémarrage de la croissance économique. Pourtant, l'embellie économique reste tributaire, à court et moyen terme, de l'évolution des négociations entre l'UE, la Lituanie, la Pologne et la Russie dans le cadre de l'élargissement de l'UE. La spécificité géographique de l'enclave et son potentiel humain suscitent beaucoup d'intérêt dans l'UE. Le rôle à jouer pour Kaliningrad dans les relations

de la Russie avec le reste de l'Europe peut être celui d'une interface dans tous les domaines (commercial, économique, culturel et politique). Les propositions européennes ne manquent pas ; les autorités russes doivent les écouter et commencer un développement durable et solide de la région.

La disparition en tant que zone de tension récurrente est de plus en plus réclamée par tous les protagonistes de la région qui ont tous assimilés que seule la stabilité et la sécurité de l'espace baltique pouvaient garantir le développement de la région.

La région représente aussi la présence russe en Baltique. Cette présence reste non contestée, cependant les craintes de Moscou concernant les risques de fractures européennes en rapport avec l'élargissement de l'OTAN sont le principal problème des relations entre la Russie et l'Occident.

Le risque majeur qui pourrait contrarier l'évolution favorable de la zone est celui des crispations qui résulteraient d'un élargissement de l'OTAN vers les Pays baltes. Cette menace semble être la principale qui puisse remettre en cause les progrès obtenus ou en vue pour Kaliningrad.

Du fait de sa situation géographique, de son histoire et de son retard, surtout économique, par rapport aux autres pays de sa région, la Baltique, l'exclave de Kaliningrad est le territoire le plus controversé de l'Europe de l'après guerre froide. L'effondrement de l'URSS et l'apparition de Nouveaux Etats Indépendants a séparé la région de Kaliningrad du reste de la Russie. Cette zone qui s'était caractérisé par sa fonction quasi intégralement dédiée à la défense restera entourée après l'élargissement de l'UE et de l'OTAN et maintiendra son caractère de «place forte» qu'a eu depuis le temps des chevaliers teutoniques. L'Oblast a été, est, et restera un sujet sensible dans les conversations de l'EU avec la Russie. Si les initiatives pour son développement doivent venir de l'ensemble des parties en présence, une part prééminente de celles-ci doivent venir des deux principaux acteurs: l'EU et la Russie.

Les efforts de la Russie et de l'EU sont restés sans beaucoup d'effets jusqu'au développement de la Dimension nordique en 1999. Mais les actions plus récentes, entreprises par Vladimir Poutine et par Bruxelles, devraient favoriser la cohérence des solutions envisageables après l'élargissement de l'EU en 2004.

L'adhésion à l'EU des trois Républiques baltes et de la Pologne, le 1er mai 2004, aura un important impact géo-économique sur l'enclave russe de Kaliningrad en ce qui concerne les personnes et les marchandises, l'approvisionnement énergétique et le développement économique de la région, le fonctionnement de sa zone économique spéciale, ainsi que le régime de la pêche dans la mer Baltique. L'accord entre l'UE et la Russie du 11 novembre 2002 a jeté les bases d'une

réglementation de la circulation des personnes entre Kaliningrad et la Lituanie dans l'esprit de l'acquis de Schengen.

La Russie demandait jusqu'alors le création de corridors à travers la Lituanie pour permettre aux ressortissants russes de Kaliningrad de se rendre sans entrave dans la mère patrie, comme à l'ensemble des citoyens russes de se rendre librement à Kaliningrad.

Un accord entre l'UE et la Russie est proche. Il est nécessaire, car il importe avant tout que Kaliningrad ne devienne pas une pomme de discorde, alors que ce pourrait être le lieu privilégié d'expérimentation de nouvelles relations entre l'EU et la Russie.

La question de Kaliningrad a donné une actualité particulière à la recherche de nouvelles relations entre l'EU et la Russie. Cette question réglée, une réflexion nouvelle devra être engagée pour dépasser les incompréhensions ou les difficultés et pour mettre en place des formules novatrices d'association et de partenariat entre l'UE et la Russie.

L'implication grandissante de tous les pays riverains et voisins de l'Oblast, de tous les organismes de coopération politiques et économiques, de tous les organismes à vocation sécuritaire n'est rien d'autre que le témoin de l'importance de l'Oblast dans la stabilisation de la zone Baltique. La remise en route de son économie et l'aide à l'amélioration de sa situation politique, sociale, sanitaire, écologique, etc. doit être une priorité, avec une part prééminente des deux principaux (l'UE et la Russie) donnant ainsi à l'enclave une chance inégalée de rattraper son retard et de s'intégrer à cet espace naissant

Les Européens ont tout intérêt à privilégier une politique de prévention. La Russie, ne semble avoir ni la possibilité ni la volonté de remettre en cause la situation actuelle. Les autorités russes ont tout intérêt à coopérer avec l'UE pour redresser son économie.

L'évolution de la situation de l'Oblast de Kaliningrad demeure donc, plus que jamais, une question ouverte.

Mais il ne peut être question de limiter la question de Kaliningrad au seul problème des modalités concrètes de déplacement de ses habitants de nationalité russe.

Il faut au contraire réfléchir au développement harmonieux des relations entre Kaliningrad et ses voisins, et en premier lieu la Lituanie et la Pologne, qui dépend largement du développement de Kaliningrad elle-même.

Des solutions concrètes devront être trouvées pour faciliter le développement des investissements étrangers à Kaliningrad, et pour contribuer au renforcement de l'état de droit et

d'une économie de marché régulée. Des expériences pourraient y être menées pour évaluer la portée de nouvelles mesures incitatives ou réglementaires.

Le cadre de la Dimension nordique de l'EU pourrait être utilisé pour promouvoir une coopération plus importante entre Kaliningrad et ses plus proches voisins, qu'ils soient polonais, baltes ou nordiques.

De nombreux problèmes devront être affrontés, avec courage et détermination. Ainsi, une lutte commune contre la corruption et le blanchiment d'argent et les trafics de tout genre devra être mise en place. Mais il conviendra de ne pas oublier que les responsabilités dans ces domaines sont largement partagées, et que les transferts illégaux de capitaux seraient moins importants si les paradis fiscaux étaient davantage contrôlés.

Un effort particulier sera nécessaire pour faciliter la réhabilitation socio-économique d'une région dont l'économie doit être restructurée et reconvertie.

C'est sans doute la condition pour résoudre les problèmes inévitables qui découleront des différences de salaires et de pouvoir d'achat entre Kaliningrad et ses voisins.

Kaliningrad pourrait ainsi devenir un laboratoire des futures relations qui pourraient exister entre l'EU et la Russie, non seulement en matière économique et commerciale, mais également dans le domaine de la circulation des personnes, des échanges culturels et de la protection de l'environnement.

Annexe 1 - Cartes

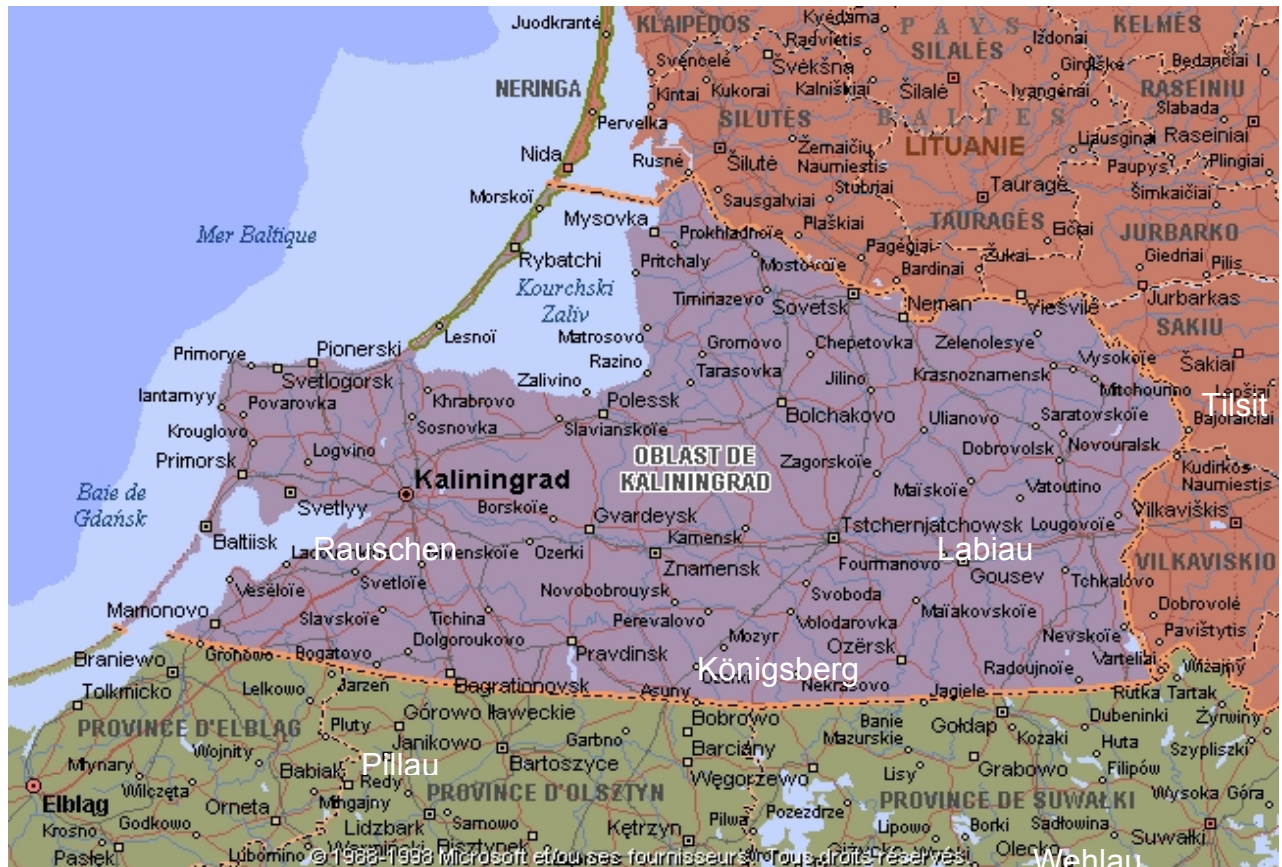
Carte n° 1

Kaliningrad



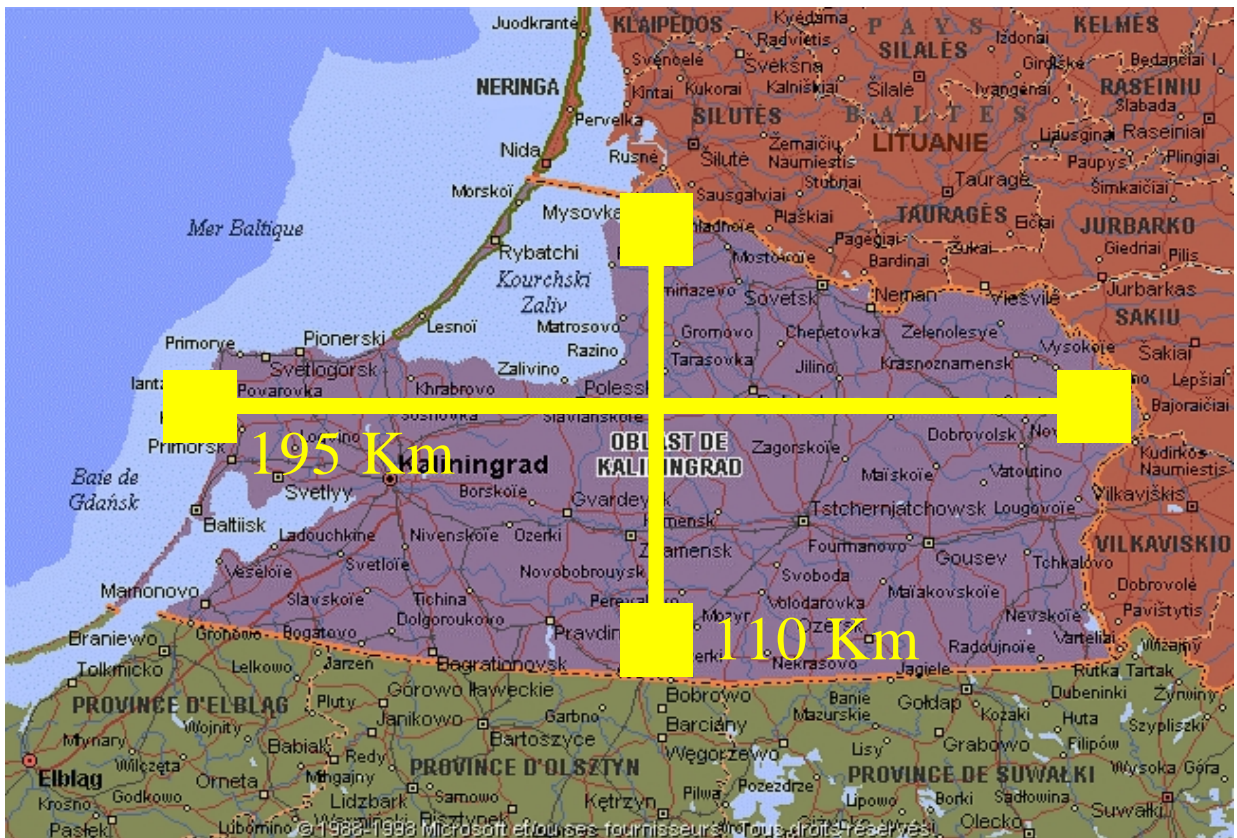
Carte n° 2

Kaliningrad – Géographie politique – voisinage



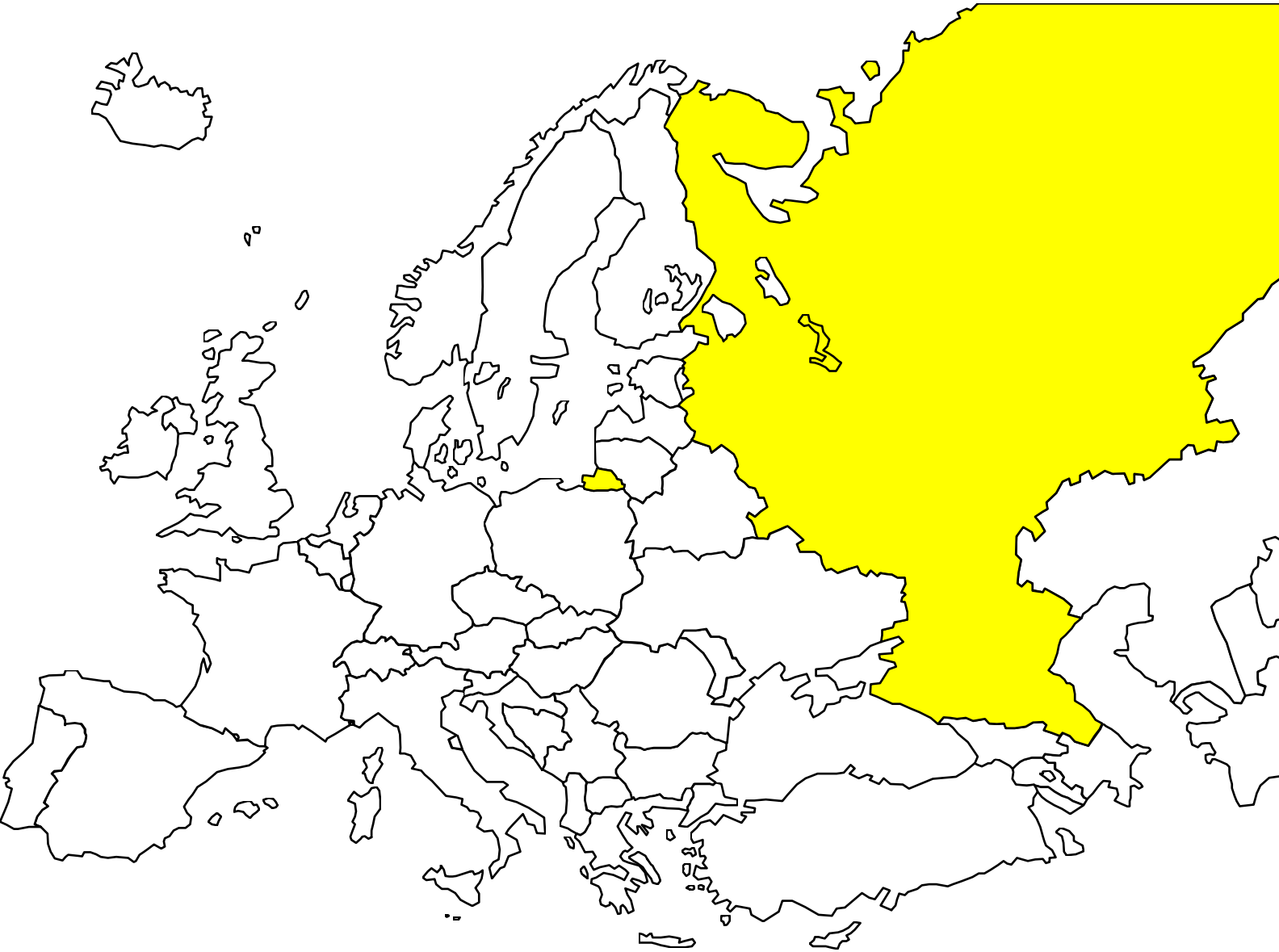
Carte n° 3

Kaliningrad – distances, surface



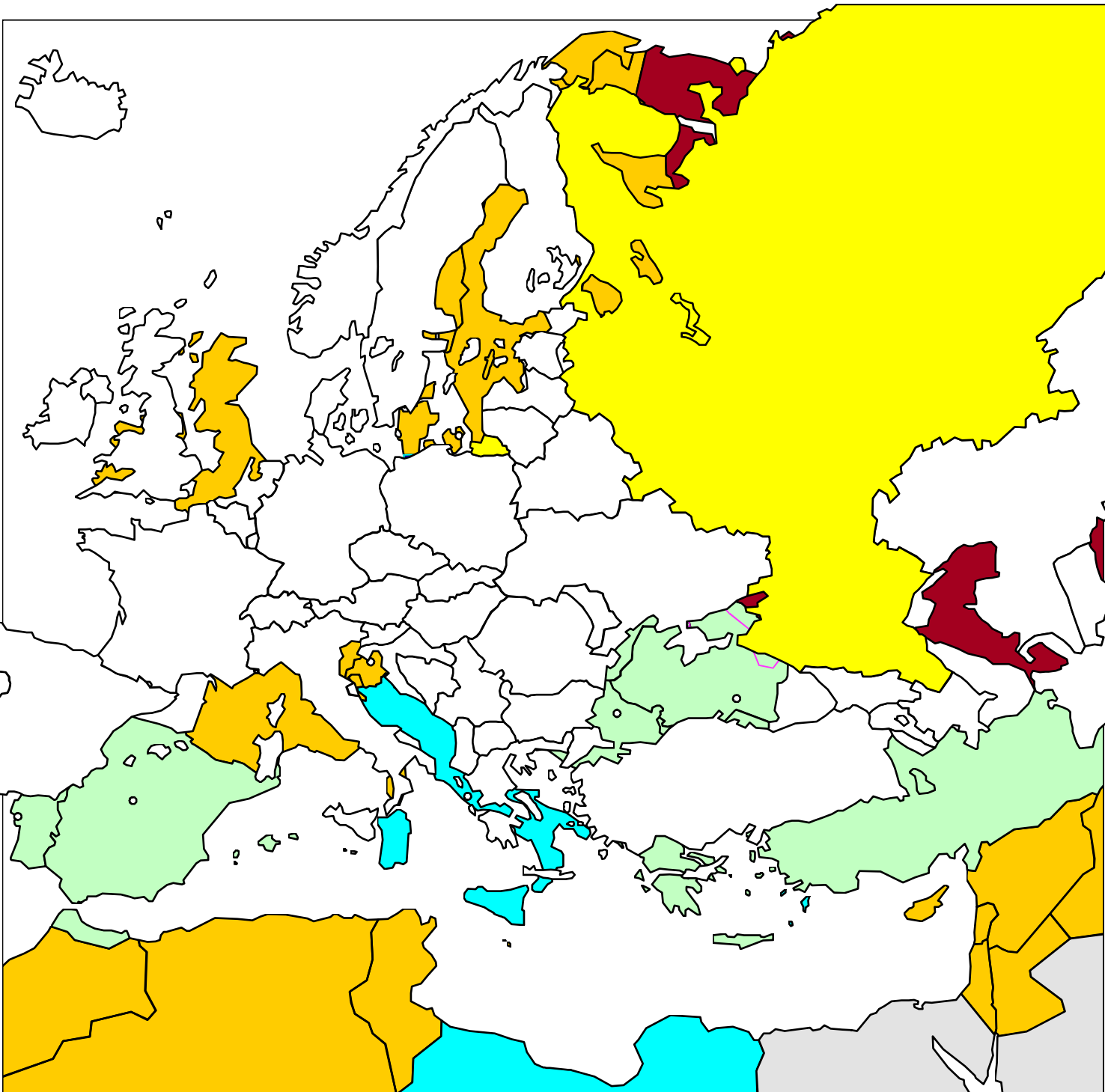
Carte n° 5

Kaliningrad – géographie politique, situation générale en Europe



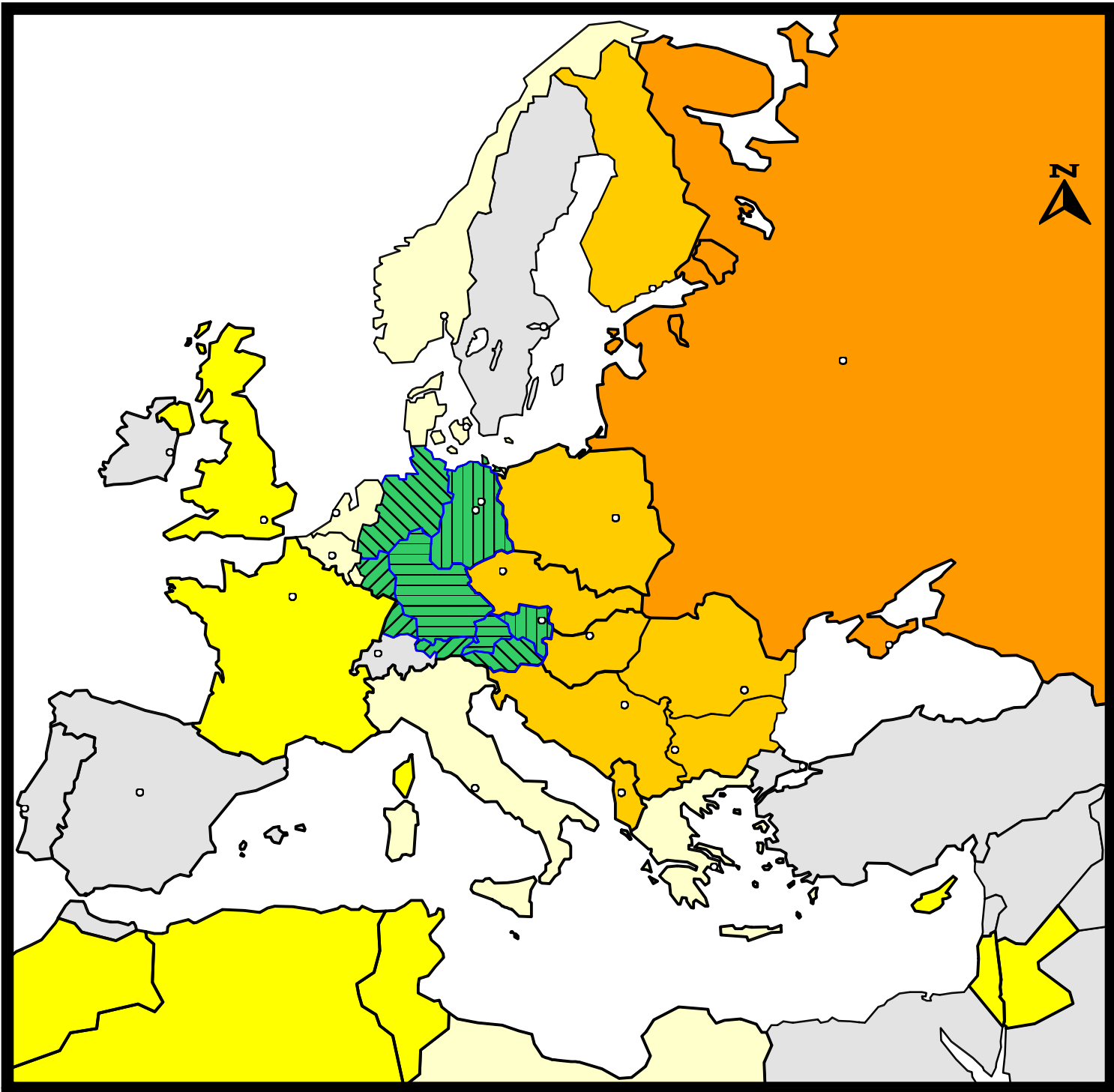
Carte n° 6

Kaliningrad – situation en Europe en 1939



Carte n° 7

Kaliningrad – situation en Europe en 1945



Annexe 2

POPULATION

La population en 2000 était 951.000 habitants (80% en milieu urbain et 94,2% d'origine slave). La densité de population est de 63 habitants/km². La ville de Kaliningrad compte près de 420.000 habitants.

Les habitants sont pour 78,5% d'origine russe, 8,5% biélorusse, 7,2% ukrainienne, 2,1% lituanienne, 0,8% allemande et 2,5% d'origines diverses.

Il est relativement malaisé d'estimer la part de la population allemande et dans cette frange celle originaire de l' «Oblast» (sortie après le mouvement d'évacuation forcée provoqué par Staline après la fin de la seconde guerre mondiale) ou en provenance d'autres régions russes. Il semble que, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, la population allemande n'ait jamais dépassé les 7.000 personnes malgré divers flux annoncés.

Malgré tous les mouvements de population qui ont affecté la région dans son histoire récente, celle-ci présente désormais une grande homogénéité. Entre les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses la population est à plus de 94% d'origine slave et la minorité lituanienne (2,1%) ne constitue en rien une source de problèmes sociaux et n'a pas de revendications affichées quant à un éventuel retour de la région dans le giron d'une «Grande Lituanie».

Cependant si les caractéristiques humaines de l'Oblast ne semblent pas être une source de problèmes internes, les habitants de l'Oblast sont confrontés à de dures conditions sociales et économiques.

Centre administratif de l'enclave, la ville de Kaliningrad concentre plus de la moitié du potentiel industriel, humain et financier de l'Oblast avec près de 442.000 habitants. 40% de la production de l'Oblast vient en fait de la ville même de Kaliningrad, qui concentre 80% des industries et dont 70% des produits sont destinés à l'exportation. Jusqu'aux événements de 1998, les tendances étaient excellentes. Leur remise en question lors de la crise financière russe de l'automne 1998 a conduit à obscurcir le tableau général et aucune solution simple ne s'offre à l'heure actuelle pour compenser cette chute d'activité. Plus de la moitié des habitants de la ville vivent ainsi en dessous du seuil de pauvreté. La ville mise énormément sur le développement de son port. Actuellement, le port de Kaliningrad est dans une situation difficile au regard des autres ports de la région et ce en raison d'un effectif pléthorique des services de manutention qui date de la période de l'économie planifiée, et un manque d'outils de manutention des conteneurs.

Annexe 3

KALININGRAD - EFFECTIFS DE LA FLOTTE DE LA BALTIQUE

Bases	Konstad, Baltiysk
Sous-marins	2 sous-marins d'attaque diesel
Principaux navires de surface	2 Destroyer avec missiles guides (DDG) 4 Frégates avec missiles guides (FFG)
Autres navires de surface	26 Patrol and coastal combatants 13 Démineurs. 5 Amphibies
Equipement de l'aéronavale	55 Combat (CBT) 41 Hélicoptères armés
Avions	25 Su-24 28 Su-27 2 An-12 (MR/EW) 12 An-12/An-24/An-26 (TPT)

Annexe 4

**KALININGRAD - EFFECTIFS DU GROUPE STRATEGIQUE
OPERATIONNEL**

Armée de Terre	<p>2 MRD : divisions motorisées(1 cadre)</p> <p>1 Brigade SSM</p> <p>1 Régiment SAM</p> <p>1 Régiment indépendant (MRR)</p> <p>1 Régiment d'hélicoptères d'attaque</p> <p>816 Chars</p> <p>869 Véhicules de combat</p> <p>345 Mortiers</p> <p>18 SS-21</p> <p>51 Hélicoptères d'attaque</p>
Infanterie navale	<p>1 Régiment :</p> <p>26 Chars de combat.</p> <p>220 Véhicules Blindés.</p> <p>52 MLRS.</p>
Défense côtière	<p>2 Régiments d'artillerie.</p> <p>1 Régiment de missiles de superficie - superficie.</p>
Défense aérienne	<p>1 Régiment :</p> <p>28 Su-27 (Flotte de la Baltique).</p>
Missiles sol-air (SAM)	50

Bibliographie

Documents primaires

«Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel, janv. 2000.

«Doctrines militaires de la Fédération de Russie », Nezavisimaya Gazeta, 22 avril 2000.

« L'UE et Kaliningrad », Communication de la Commission au Conseil .Commission des Communautés Européennes. 17 janvier 2001.

Ouvrages

BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir.) - La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture. Paris, Ellipses, 2000 .

BAYOU Céline - Les relations Russie-Union européenne, Courrier des Pays de l'Est, n° 1025, mai 2002, pages 4-16.

BONIFACE Pascal - L'Année stratégique 2003, analyse des enjeux stratégiques, diplomatiques et économiques, Paris, L'Etudiant-France info-iris 2003. (ouvrage en français sous la direction de Pascal BONIFACE).

CASTEL Viviane du - De Königsberg à Kaliningrad : l'Europe face à un nouveau département d'outre-terre russe sur la Baltique, Paris, L'Harmattan, 1996.

FROMION Nathalie - Kaliningra: statut juridique et perspectives d'avenir, DAG, sous-direction des affaires administratives, bureau des affaires juridiques internationales, Paris, septembre 1995

MATELLY Sylvie - Quel statut pour Kaliningrad ?, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.

RADVANYI Jean, - La Russie: géographie économique et régionale. Paris: A. Colin, 2000.

RAUX Jean, KOROVKINE Vladimir - Le partenariat entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Paris, Apogée, 1998.

ROMER Jean Christophe - Géopolitique de la Russie. Paris, Economica, 1999.

ZIOUGANOV Guennadi - La Russie après l'an 2000: vision géopolitique d'un nouvel Etat. Morsang sur Orge: Editions Mithec, 1999.

Périodiques et rapports

AYACHE, Georges - La Russie et l'élargissement de l'OTAN, *Géoeconomie*, n° 17, printemps 2001, pages 113-123.

BAYOU Céline - Les relations Russie-Union européenne, *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1025, mai 2002, pages 4-16.

BLAAUW Michaël - La Russie et la sécurité européenne , rapport de la Commission politique de l'Assemblée Européenne de la Sécurité et de la Défense de l'UEO, novem. 2000.

BLAGOVOLINE Sergei - La Russie et la sécurité européenne, *La revue internationale et stratégique*, n° 38 été 2000.

CHARLOTIN Carole - Kaliningrad: le grain de sable dans la mécanique occidentale?, *Courrier des Pays de l'Est*, vol. X, n° 19, janvier - février 2000.

CASTEL Viviane du - Kaliningrad: Une menace permanente pour la stabilité des états baltes, Janvier 2002, *Les cahiers de Mars « La Russie »* numéro 173 – 2° trimestre 2002.

CASTEL Viviane du - Kaliningrad et son environnement , *Défense Nationale*, avril 2000.

CORDONNIER Christophe - La Russie et l'Europe: de la frustration à l'espoir?, *Revue française de géoéconomie*, n° 13, Printemps 2000.

DUBIEN Arnaud - Russie – CEI: une hégémonie contestée , *La revue internationale et stratégique*, n° 38 été 2000.

DUBIEN Arnaud - Le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie , *La revue internationale et stratégique*, n° 38 été 2000.

FACON Isabelle - Les relations politiques et de sécurité entre la Russie et l'Union européenne, *Recherches et Documents*, n° 28, septembre 2002.

FACON Isabelle et CHILLAUD Matthieu - Le rôle de la Russie dans la sécurité européenne, *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1025, mai 2002, pages 31-38.

FACON Isabelle - Les relations civilo-militaires dans la Russie de Poutine: le facteur international, *Cahiers de Mars*, Dossier « La Russie », n° 173, 2^{ème} trimestre 2002

FACON Isabelle - La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'occident. *Annuaire français des relations internationales*. Bruylant, Bruxelles, 2001.

Hubert HAENEL, Denis BADRE, Marcel DENEUX, Serge LAGAUCHE, Simon SOTOUR - Elargissement de l'Union européenne, état des lieux, Rapport d'information 295 (2001-2002), Délégation du Sénat pour l'Union européenne.

KNUDSEN O.L. - La sécurité coopérative dans la région de la mer Baltique , Les cahiers de Chaillot, Paris, novembre 1998.

LAMANDE Vincent - Kaliningrad: l'enclave russe de l'espace baltique, Revue française de Géoéconomie, n°11, automne 1999.

PASTUSIAK Longin - La coopération militaire entre la Pologne et ses voisins, Rapport spécial de la sous-commission sur les relations transatlantiques et européennes de la commission politique de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 1998.

PATTEN Christopher - The EU and Russie , International Affairs, Vol. 47, n° 2, 2001.

ROMPKEY William - Kaliningrad: source de tension ou de coopération? , Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique de la commission de la défense et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, mars 1999.

Articles de presse

La Croix

Financial Times

Le Figaro

Le Monde

Le Monde diplomatique

Nezavissimaïa Gazeta

Polityka

Sources internet

Center for International and Strategic Studies, <http://www.csis.org>

Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union de l'Europe Occidentale, <http://www.weu.int>

Le Monde interactif, <http://www.lemonde.fr>

Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr>

Ministère Russe des Affaires étrangères, <http://www.mid.ru>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
SITUATION GEOGRAPHIQUE	4
HISTOIRE	5
L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701)	5
La Prusse (1701-1871)	5
Les Reich	5
De Königsberg à Kaliningrad	6
LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE	7
KALININGRAD ET LA RUSSIE	9
Kaliningrad dans le concept de défense russe	9
Le statut juridique de Kaliningrad	10
Des relations pendulaires avec la mère patrie	10
La nouvelle donne politique	11
KALININGRAD AUJOURD'HUI	12
Une économie convalescente	12
LE RÔLE DES ACTEURS EXTERIEURS FACE A L'ENCLAVE	15
La Russie	15
Les relations entre Kaliningrad et les Etats Baltes	17
Relation avec la Pologne	19
Relation avec l'Allemagne	20
Autres Etats de l'UE	20
Le rôle de l'ONU	20
KALININGRAD ET L'UE, VERS LA STABILITE REGIONALE	21
Les conséquences sur Kaliningrad et sur les relations entre la Russie et l'UE	25
CONCLUSION	27

ANNEXE 1 - Cartes:

Carte n° 1 – Kaliningrad	31
Carte n° 2 - Kaliningrad – Géographie politique – voisinage	32
Carte n° 3 - Kaliningrad – distances, surface	33
Carte n° 4 - Kaliningrad – distances ville capitale	34
Carte n° 5 - Kaliningrad – géographie politique	35
Carte n° 6 - Kaliningrad – situation en Europe en 1939	36
Carte n° 7 - Kaliningrad – situation en Europe en 1945	37
ANNEXE 2 – Population	38
ANNEXE 3 – Kaliningrad – Effectifs de la flotte baltique	39
ANNEXE 4 – Kaliningrad – Effectifs du groupe stratégique opérationnel	40
Bibliographie	41
Documents primaires	41
Ouvrages	41
Périodiques et rapports	42
Articles de presse	43
Sources Internet	43